

porte des risques. Nous sommes aussi d'avis que des possibilités nouvelles et importantes doivent être envisagées.

M. Ray Perrault (Burnaby-Seymour): Monsieur l'Orateur, je n'ai pas l'intention d'utiliser tout le temps dont je dispose à cause de l'heure, mais je tiens à faire observer que le député de Prince Edward-Hastings (M. Hees) se sentait particulièrement disposé «à la hausse» sur le sujet dont nous débattons ce soir. Dans ce qu'il faut décrire comme un tour de force d'humilité, l'ancien ministre du Commerce a fait consigner au compte rendu son témoignage personnel, comme quoi la tâche qui consiste à vendre les produits canadiens à l'étranger tourne exclusivement à l'avantage des hommes d'affaires. Il ne peut parler que selon sa propre expérience, quoiqu'il faille observer que c'est bien à quoi s'attendaient nombre de Canadiens lorsqu'il détenait ce portefeuille très important.

Sérieusement, monsieur l'Orateur, il doit apparaître à l'évidence que toute politique d'exportation doit comporter entre autres éléments pour réussir une politique économique, financière et monétaire saine, une grande efficacité ministérielle et des efforts dynamiques de la part du secteur privé. Il a fallu faire un effort de coopération quand il était ministre et, de toute évidence, il faut en faire encore un aujourd'hui. Je ne crois pas qu'il serve à grand-chose de prétendre qu'un seul élément de l'économie ou du gouvernement peut assurer la vente de nos exportations, tâche vitale pour le bien-être du pays.

Je ne puis m'empêcher de noter que l'opposition officielle a fait preuve ce soir d'une sorte de sagesse économique instantanée qui lui faisait si fréquemment défaut lorsqu'elle gouvernait le pays. Des théories économiques de toutes sortes ont été émises. Le député de Crowfoot (M. Horner)—j'ai trouvé la chose assez amusante—a expliqué l'afflux de tant de dollars au Canada par le Vietnam, l'Université Kent, les problèmes raciaux et l'environnement aux États-Unis. Inversement, toutefois, on a blâmé le gouvernement canadien dans d'autres débats parce qu'il n'aurait pas réussi à attirer des capitaux, à diminuer les taux d'intérêt et à poursuivre des politiques indépendantes des États-Unis. A mon avis, leur processus de raisonnement est incontestablement illogique.

Je viens d'une province qui vit de ses exportations. Aucune province ne dépend davantage de la vente de ses produits à l'étranger que la Colombie-Britannique. Nous avons réussi dans le passé à soutenir la concurrence de tous les autres pays. Nous avons combattu pour obtenir notre part des marchés mondiaux. En ce faisant, on nous a refusé le luxe des tarifs. Nous avons combattu sur un

[M. Saltsman.]

marché non protégé et d'autres pays occidentaux ont profité de la même situation économique, bien que le mot «profité» ne soit peut-être pas celui qui convient.

Le monde de la concurrence internationale n'est pas un étranger pour l'Ouest. Il y exerce des pressions économiques inexorables, que nous vendions du pétrole, du blé, du bois de construction ou la potasse de la Saskatchewan. L'Ouest a conquis sa part des marchés mondiaux par suite surtout de son efficacité et des ses prix concurrentiels. Nous avons aussi reçu en partage d'excellentes ressources qui ont été bien gérées. C'est l'Ouest du Canada qui a la main-d'œuvre la plus productive du pays, bien que l'apport des travailleurs de toutes les régions ne soit aucunement négligeable. Je dois avouer, cependant, qu'on n'a pas dansé de joie dans les rues de la Colombie-Britannique pour célébrer le taux flottant du change, car par suite de cette mesure il sera encore plus difficile, c'est inévitable, d'affronter la concurrence à l'étranger alors que les pressions de l'inflation dérèglent l'économie intérieure. On ne dansera pas non plus dans les rues des villes de l'Alberta ou de celles de la Saskatchewan.

Je ne veux pas insinuer que le gouvernement ait voulu, par cette mesure, nuire de propos délibéré à une région particulière du Canada. Je suis convaincu qu'aucun gouvernement, quelle que soit son affiliation politique, prendrait de telles mesures. Même si les différents partis à la Chambre peuvent être en désaccord sur la politique et la philosophie économiques, tous recherchent ardemment le bien du Canada. Le gouvernement a agi dans ce sens pour des considérations économiques, fiscales et monétaires de réelle importance, ce que doivent reconnaître les députés les plus partisans.

A titre de représentant de la première province exportatrice du Canada, je me crois tenu de vous faire part de certaines réalités. Tout d'abord, l'industrie forestière de la Colombie-Britannique fournit la moitié de tous les revenus que gagnent, directement ou indirectement, les habitants de la province. Elle exerce donc une influence très considérable sur la vie des gens de la Colombie-Britannique.

• (11.00 p.m.)

Au cours des années, l'apport de la Colombie-Britannique aux recettes canadiennes de provenance étrangère a également été important et avantageux, étant le plus élevé par habitant de toutes les provinces. L'industrie forestière de la Colombie-Britannique a effectué des ventes d'une valeur brute dépassant 2 milliards par année. Cette revalorisation du dollar réduira ce montant brut de 95 millions,